



Parks Canada
Parcs Canada



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Unité de gestion du nord du Nouveau-Brunswick

Parc national du Canada
Kouchibouguac

187, Route 117

Parc national Kouchibouguac, NB
E4X 2P1

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

Tender To: Parks Canada Agency

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: l'Agence Parcs Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaries

VISITE DES LIEUX:

Voir les détails ci-joints.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Unité de gestion du nord du Nouveau-Brunswick

Parc national du Canada
Kouchibouguac

187, Route 117

Parc national Kouchibouguac, NB
E4X 2P1

Title-Sujet Mise à niveau des lignes électriques primaires		Date 13 septembre 2013
Solicitation No. - No. de l'invitation 5P131-13-0539	Client Ref. No. - No. de réf du client.	
GETS Reference No. - No. de reference de SEAG		
Solicitation Closes L'invitation prend fin - at - à 14h30 on - le 29-10-2013	Time Zone Fuseau horaire - Atlantic Daylight Saving Time (ADT)	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Inquiries to: - Adresser toute demande de renseignements à : Daniel Comeau		
Telephone No. - No de téléphone (506) 876-1209	Fax No. - No de FAX: (506) 876-4802	
Destination of Goods, Services, and Construction: Destinations des biens, services et construction: Voir ci-joint		
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - No de telephone: Facsimile No. - N° de télécopieur:		
Name and title of person authorized to sign on behalf of the Vendor/Firm Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur Signature Date		

TABLE DES MATIERES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP03	Visite des lieux
IP04	Révision des soumissions
IP05	Résultats de l'appel d'offres
IP06	Fonds insuffisants
IP07	Période de validité des soumissions
IP08	Documents de construction
IP10	Sites Web

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES (IG) - R2710T (2011-05-16)

R2710T est inclus par renvoi et est disponible au site Web suivant

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IG01	Code de conduites et attestations
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxe sur les produits et services/Taxe de vente harmonisée
IG05	Taxe de vente du Québec
IG06	Frais d'immobilisation
IG07	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG08	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG09	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG10	Livraison des soumissions
IG11	Révision des soumissions
IG12	Rejet d'une soumission
IG13	Coûts relatifs aux soumissions
IG14	Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG15	Respect des lois applicables
IG16	Approbation des matériaux de remplacement
IG17	Évaluation du rendement
IG18	Conflit d'intérêts / Avantage indu

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Garantie de soumission
SA08	Signature

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

Les documents suivants constituent les documents de soumission:

- 1)
 - (a) Appel d'offres - Page 1;
 - (b) Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - (c) Instructions générales aux soumissionnaires R2710T (2011-05-16) Modifié en conformité avec les paragraphes 3) 4) et 5) de l'IP01.
 - (d) Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - (e) Dessins et devis;
 - (f) Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - (g) Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

- 2) « Instructions générales aux soumissionnaires » est intégré par renvoi et reproduit dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

R2710T, INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES, L'ARTICLE IG01 "CODE DE CONDUITE POUR L'APPROVISIONNEMENT" EST SUPPRIMÉ ET REMPLACÉ PAR L'ARTICLE SUIVANT, "CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS".

- 3) IG01 Code de conduites et attestations

1. Les soumissionnaires doivent se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#). En plus de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent, présenter des soumissions et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat. En vue d'assurer l'ouverture, l'équité et la transparence du processus d'approvisionnement, les activités suivantes sont interdites :

- (a) le paiement d'honoraires conditionnels à une personne visée par la [Loi sur le lobbying](#) (1985, ch. 44 [4^e supplément]);
- (b) la corruption, la collusion, le truquage de soumission, ou toute autre activité anticoncurrentielle au cours du processus d'approvisionnement.

2. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou s'est vu accorder un traitement de clémence, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction criminelle à l'égard des activités énoncées en (a) ou (b) ci-dessus, ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance concernant lesdites activités, déposées après le 1^{er} septembre 2010.

3. Les soumissionnaires reconnaissent, en outre que la commission de certaines infractions les rendra inadmissibles à l'obtention d'un contrat. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables ou ne font l'objet d'accusations criminelles en instance concernant une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude commise au détriment de sa Majesté*), ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*) du Code criminel du Canada, ou l'alinéa 80(1)(d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

4. Aux fins du présent article, les entreprises, les organisations ou les particuliers sont des entités affiliées au soumissionnaire si 1) le soumissionnaire ou l'entité contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou 2) un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'entité. Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite au dépôt d'accusations ou aux condamnations envisagées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes que ou similaires à ceux du soumissionnaire faisant l'objet d'accusations ou d'une condamnation, selon le cas.

5. L'autorité contractante déclarera une soumission non recevable si elle constate que des renseignements contenus dans les attestations envisagées ci-dessus ne sont pas véridiques.

6. Lorsque le soumissionnaire, sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ont plaidé coupables à une infraction envisagée aux paragraphes 1 et 3, le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission, une copie certifiée de documents du Bureau de la concurrence du Canada démontrant qu'un traitement de clémence a été accordé, ou une copie certifiée de documents de la Commission nationale des libérations conditionnelles démontrant qu'un pardon a été obtenu, à l'égard desdites infractions.

7. Le soumissionnaire, sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ne doivent pas faire l'objet d'accusations ou de condamnations envisagées aux paragraphes 1 et 3, pendant la durée de tout contrat subséquent découlant de cette demande de soumissions.

R2710T - INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES, L'ARTICLE IG12, "ACCEPTATION DE LA SOUMISSION" EST SUPPRIMÉ ET REMPLACÉ PAR L'ARTICLE SUIVANT, "REJET D'UNE SOUMISSION".

4) IG12 Rejet d'une soumission

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :

- (a) le soumissionnaire est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin;
- (b) un employé ou un sous-traitant proposé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait;
- (c) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
- (d) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans la soumission;

- (e) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
- (f) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
 - (i) le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans la soumission;
 - (ii) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.

2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission pour des motifs tels que ceux exposés à l'alinéa 1(f), l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

3. Le Canada se réserve le droit de procéder à un examen plus approfondi, en particulier lorsque plusieurs soumissions provenant d'un seul soumissionnaire ou d'une coentreprise sont reçues en réponse à une demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit :

- (i) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou par une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'évaluation risque de compromettre l'intégrité et l'impartialité du processus;
- (ii) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'approvisionnement risque de fausser les résultats de l'évaluation, menant à des résultats qui n'auraient pas raisonnablement été attendus dans les conditions existantes du marché ou qui n'offrent pas un bon rapport qualité-prix pour le Canada.

R2710T - INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES, L'ARTICLE IG14 EST REMPLACÉ PAR LA SUIVANTE.

5) IG14 Numéro d'entreprise - approvisionnement

1. Les soumissionnaires doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web [Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec [l'agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

- 1) Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG16 de la R2710T « Instructions générales aux soumissionnaires », toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.

- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP03 VISITE DES LIEUX

Les soumissionnaires sont encouragés à planifier une visite sur place pour confirmer la portée du projet. Une visite des lieux peut-être cédulé en communiquant avec le Gestionnaire du projet Michael McKinley au (506) 873-1217.

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'**IG11 de la R2710T l'IG09 de la R2410T** « Instructions générales aux soumissionnaires ». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (506) 876-4802.

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

- 1) Un dépouillement public des soumissions aura lieu au bureau désigné sur la page frontispice «Appel d'offres» pour la réception des soumissions, peu de temps après l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.
- 2) Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en téléphonant le bureau compétent au numéro de téléphone (506) 876-1209.

IP06 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a) annuler l'appel d'offres; ou
- b) obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- c) négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

- 1) Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.

- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de IP01 4) des Instructions particulières aux soumissionnaires.

IP08 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

À l'attribution du contrat, une copie papier des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu.

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

Contrats Canada (Achats et ventes)

<https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca/fra/bienvenue>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CUA

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml

TPSGC, Services de sécurité industrielle

[Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html)

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html)

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1) Les documents suivants constituent le contrat:

- a) Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
- b) Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
- c) Dessins et devis;
- d) Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2011-05-16);
		Modifié en conformité avec le paragraphe 5)	
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2011-05-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2008-05-12);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R288[0][2]D	(2008-12-12);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2011-05-16);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Conditions supplémentaires;		
	Conditions d'assurance	R2910D	(2008-12-12);
	Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail	R2940D	(2010-01-11);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2007-05-25);
	Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction		
- (e) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
- (f) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
- (g) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.

2) Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>3) Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction est intégré par renvoi et est disponible au site [Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).

4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

AJOUTER A LA CLAUSE R2810D, "DISPOSITIONS GÉNÉRALES" L'ARTICLE CG1.20 "CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS"

5) CG1.20 Code de conduite et attestations

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et à ses modalités. En plus de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), l'entrepreneur convient aussi de respecter les modalités énoncées dans le présent article.

2. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou s'est vu accorder un traitement de clémence, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres

affiliées n'ont jamais été reconnus coupables ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance, après le 1^{er} septembre 2010, concernant les activités suivantes :

- a) le paiement d'honoraires conditionnels à une personne visée par la Loi sur le lobbying (1985, ch. 44, [4^e supplément]);
 - b) la corruption, la collusion, le truquage de soumission ou toute autre activité anticoncurrentielle au cours du processus d'approvisionnement.
3. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables, ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance relativement :
- a) à l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), à l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), à l'article 380 (*Fraude commise au détriment de sa Majesté*), ou à l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*) du Code criminel du Canada, ou
 - b) à l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), au paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou à l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
4. Aux fins du présent article, les entreprises, les organisations ou les particuliers sont des entités affiliées à l'entrepreneur si directement ou indirectement :
- a) l'entrepreneur ou l'entité contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - b) un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur et l'entité.
- Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite au dépôt d'accusations ou aux condamnations envisagées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes que, ou similaires à, ceux de l'entrepreneur faisant l'objet d'accusations ou d'une condamnation, selon le cas.
5. Dans les cas décrits aux paragraphes 2 et 3, où l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ont obtenu un pardon ou se sont vu accorder un traitement de clémence pour de telles infractions, l'entrepreneur doit fournir une copie certifiée de documents le confirmant et provenant de la Commission nationale des libérations conditionnelles ou du Bureau de la concurrence du Canada.
6. Si l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ne demeurent pas libres et quittes des accusations ou des condamnations décrites aux paragraphes 2 et 3 au cours de la période du contrat, le Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Mise à niveau des lignes électriques primaires
Parc national du Canada Kouchibouguac

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant total de la soumission de

_____ \$ excluant la TPS/TVH.
(exprimé en chiffres)

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de 30 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux par le 31 janvier 2014.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG09 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales aux soumissionnaires.

SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

Annexe A

PARC NATIONAL DU CANADA KOUCHIBOUGUAC

Distribution électrique – Mise à niveau des lignes électriques primaires

Devis descriptif

Santé et sécurité :

L'entrepreneur remplira les exigences du contrat conformément au *Règlement 91-191 du Nouveau-Brunswick, Partie XIX – Sécurité électrique*, de Travail sécuritaire NB.

L'entrepreneur fera l'installation complète conformément à la norme de sécurité relative aux installations électriques de la première partie du *Code canadien de l'électricité* (CSA C22.1-12).

Codes et normes :

L'entrepreneur remplira les exigences du contrat conformément aux pratiques de construction standard d'Énergie NB décrites dans le manuel *NB Power – Standard Construction Practices* et aux normes énoncées dans les éditions les plus récentes du *Code canadien du travail* et du *Code canadien de l'électricité*.

1. Il installera le réseau aérien conformément à la norme CSA C22.3 n° 1-10, Réseaux aériens.
2. En cas de conflit entre des codes ou des normes émanant de diverses autorités, la plus rigoureuse des exigences l'emportera.

Tensions :

Les tensions de fonctionnement doivent être conformes à la norme CAN3-C235-83 (R2010).

Permis, frais et inspection :

1. Pour obtenir le permis nécessaire, l'entrepreneur préparera les dessins des plans et les devis techniques exigés par le ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick sans qu'il n'en coûte rien pour le maître d'ouvrage.
2. Soumettre à l'examen et à l'approbation du ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick le nombre requis de dessins des plans et de devis techniques avant le début des travaux.
3. Payer les frais connexes et prévoir toutes les inspections requises par le ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick.

4. Informer le maître d'ouvrage des changements exigés par le ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick avant d'apporter les changements.
5. À la fin des travaux et une fois l'inspection finale terminée, fournir au maître d'ouvrage les certificats d'acceptation délivrés par le ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick.

Documents à soumettre – Dessins d'atelier et information sur les produits :

L'entrepreneur retenu présentera pour approbation trois (3) copies des dessins d'atelier et des éléments d'information sur les produits avant de commencer les travaux prévus au contrat. Les dessins d'atelier sont des dessins originaux ou standards que doit fournir l'entrepreneur pour montrer des portions particulières des travaux. L'information sur les produits est constituée de pages de catalogue, de brochures, de documents ou de diagrammes qui décrivent les produits manufacturés standard.

Documents à soumettre – Santé et sécurité :

1. Soumettre, dans les trois jours suivant la date de notification de l'ordre de démarrage des travaux, mais avant le début des travaux, un plan de santé et de sécurité propre au lieu (*Site-Specific Health and Safety Plan Template*) selon le modèle fourni par Parcs Canada au moment de l'attribution du contrat.
2. Avant le début des travaux, présenter le formulaire *Attestation et preuve de conformité aux exigences en matière de santé et sécurité au travail (SST)* dûment rempli, lequel est fourni par Parcs Canada.
3. Présenter des copies des directives ou des rapports publiés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral et provincial.
4. Présenter des copies des déclarations d'incident et d'accident.
5. Soumettre les fiches signalétiques des produits contrôlés du SIMDUT qui seront employés.
6. Le représentant du maître d'ouvrage passera en revue le plan de santé et de sécurité propre au lieu soumis par l'entrepreneur et adressera ses observations à celui-ci dans les deux (2) jours suivant la réception du plan.
 1. Le représentant du maître d'ouvrage peut répondre par écrit quand des lacunes ou des préoccupations sont relevées et demander que l'entrepreneur lui soumette un nouveau plan qui comportera les corrections aux lacunes et aux préoccupations relevées.
 2. L'entrepreneur apporte les corrections pertinentes et présente le plan révisé au représentant du maître d'ouvrage dans les deux (2) jours suivant la réception des commentaires de celui-ci.
7. Afficher le plan de santé et de sécurité approuvé dans un endroit bien en évidence sur le chantier.

Marquage du câblage :

1. Distinguer le câblage au moyen de marqueurs indélébiles et permanents, comme des rubans plastiques de couleur ou numérotés, posés aux deux extrémités des conducteurs de phase ou d'alimentation et du câblage des circuits de dérivation.
2. Maintenir l'ordre des phases et le codage en couleur partout.
3. Code des couleurs : selon la norme CSA C22.1-12.
4. Utiliser le même code des couleurs pour les câbles de communication que celui employé pour le reste du réseau.

Panneaux d'avertissement :

Selon les exigences du ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick et du maître d'ouvrage.

Contrôle de qualité in situ :

Effectuer les essais suivants et en assumer les coûts :

1. Essai du réseau de distribution d'énergie, incluant la mise en phase, la tension et la mise à la terre.
2. Mesure de la résistance d'isolement : tester l'isolation des circuits, des lignes d'alimentation et de l'équipement au moyen d'un testeur Megger – vérifié la résistance des mises à la terre avant la mise sous tension.
3. Effectuer les essais en présence du représentant du maître d'ouvrage.
4. Fournir les instruments, les compteurs, l'équipement et le personnel requis pour effectuer les essais pendant l'exécution du projet et à la fin de celui-ci.
5. Soumettre les résultats des essais au maître d'ouvrage pour examen.

Portée des travaux :

En gros, le travail de l'entrepreneur comprend la mise à niveau d'un réseau de distribution électrique en monophasé de 7 200 volts qui s'étend sur 10 km et la construction d'une nouvelle ligne de distribution électrique en monophasé de 1 km. Plus particulièrement, le travail comprend, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :

1. Enlever les vieux poteaux électriques dans 40 endroits.
2. Fournir et monter de nouveaux poteaux électriques en bois dans 60 endroits.

3. Fournir et installer de nouvelles traverses de bois et les contrefiches sur les poteaux électriques existants ou nouvellement installés dans 200 endroits.
4. Fournir et installer de nouveaux ancrages galvanisés dans 10 endroits.
5. Fournir et installer de nouveaux haubans dans 15 endroits.
6. Fournir et installer environ 11 km de nouveau fil ACSR 2/0 le long du réseau de distribution électrique primaire.
7. Transférer les culs-de-sac à 10 endroits.
8. Transférer les câbles primaires et les conducteurs neutres en monophasé sur les nouveaux poteaux électriques à 40 endroits.
9. Transférer au besoin l'appareillage de connexion.
10. Fournir tous les raccordements et voir au bon fonctionnement de l'ensemble du système mis à niveau.

Matériels :

L'entrepreneur ne fournira et n'installera que les matériels décrits dans le manuel *NB Power - Standard Construction Practices*. Aucune substitution ne pourra être faite à moins que le maître d'ouvrage ne l'autorise.

1. Poteaux d'électricité de classe 5, de 10,7 m de long : en thuya occidental, en conformité avec la norme CSA 015.1; en thuya géant, en conformité avec la norme CSA 015.2; en pin tordu latifolié, en conformité avec la norme CSA 015.3; traités à l'arséniate de cuivre chromaté, conformément aux normes de la série CAN/CSA 080.
2. Traverses en douglas de Menzies de 1,5 m de long : conformément aux normes d'Énergie NB.
3. Fil d'acier couvert de zinc : en conformité avec la norme CAN/CSA G12.
4. Accessoires de lignes électriques : en conformité avec la norme CAN/CSA – C83.
5. Isolateurs : conformément aux normes d'Énergie NB.
6. Haubans et ancrages galvanisés : conformément aux normes d'Énergie NB.
7. Conducteurs primaires : conformément aux normes d'Énergie NB.
8. Coupe-circuits : conformément aux normes d'Énergie NB.
9. Parafoudres : conformément aux normes d'Énergie NB.

10. Connecteurs des fils : conformément aux normes d'Énergie NB.

11. Piquets et raccords de mise à la terre : conformément aux normes d'Énergie NB.

Montage des poteaux, des lignes et des accessoires :

1. Repérer l'emplacement des trous qui recevront les poteaux et les creuser. Faire les trous assez grands pour permettre le compactage.
2. Ficher les poteaux en terre.
3. Installer les poteaux bien droit et de manière à ce que la déclivité soit régulière. Prendre en considération le contour du terrain et faire en sorte que la déclivité de la pente d'un poteau à l'autre ne soit pas plus de 1,5 m.
4. Remettre le remblai par couches successives de 150 mm. Compacter la terre entre chaque couche et appliquer la dernière couche en pente de manière à ce que l'eau de pluie s'écoule en s'éloignant du poteau.
5. Repérer et installer les haubans et les ancrages galvanisés des culs-de-sac, des poteaux d'angle et des embranchements des lignes d'alimentation secondaires.
6. Ficher les ancrages à au moins 1,8 m de profondeur dans le sol. Ajouter et compacter le remblai en couches successives de 150 mm d'épaisseur.
7. Installer les accessoires.

Travaux effectués par d'autres :

Le personnel du maître d'ouvrage s'occupera sur demande de débayer le terrain afin d'enlever la végétation qui pourrait gêner les travaux de l'entrepreneur.

Notes :

1. L'entrepreneur pourrait être tenu d'exécuter des portions du travail en dehors des heures normales de travail et pendant les fins de semaine.
2. Le débranchement de la ligne principale ne peut se faire avant le 21 octobre 2013 et être approuvé par le maître d'ouvrage.
3. L'entrepreneur doit prendre connaissance de l'étude d'impact environnemental effectuée par le maître d'ouvrage (Annexe B).

**** FIN DE LA SECTION ****

Annexe B

ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Nom du projet : Mise à niveau des lignes électriques primaires
Lieu : Parc national du Canada Kouchibouguac

Le projet proposé n'est pas susceptible d'avoir des effets négatifs sur les ressources naturelles ou culturelles grâce à la mise en place de pratiques exemplaires de gestion.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques exemplaires de gestion suivantes :

Véhicules/machines/carburant/huile/marchandises dangereuses

- Du matériel d'intervention environnementale doit être disponible sur le chantier.
- L'équipement doit être bien réglé, ne présenter aucune fuite, être en bon état de fonctionnement et être doté des appareils de contrôle standard des émissions atmosphériques. En cas de fuites de produits pétroliers, les véhicules en cause seront chassés du chantier et il incombera à l'entrepreneur de procéder au nettoyage.
- Le carburant et les produits dangereux doivent être entreposés dans des installations de confinement adéquates.
- Le carburant et les produits pétroliers doivent être entreposés à l'extérieur du site, et seules les quantités nécessaires pour chaque pièce d'équipement et de machinerie sont acceptées sur le chantier. Tous les lubrifiants, huiles et carburants doivent être entreposés dans des lieux sûrs dotés de surfaces imperméables.
- Il est interdit de faire le plein à moins de 100 m des plans d'eau de surface. Le plein doit être fait sur des surfaces ou des bacs imperméables qui assurent le confinement des déversements ou fuites qui pourraient se produire.
- Tous les contenants apportés sur les terres de la Couronne qui renferment des produits contrôlés doivent être étiquetés, entreposés et manipulés conformément au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) et au *Règlement sur le transport des marchandises dangereuses*. Ils doivent, en outre, être déclarés dans le Système de gestion de l'environnement.

- Tous les engins de chantier doivent être lavés avant d'entrer dans le parc afin de réduire le risque d'y introduire des plantes nuisibles ou des espèces envahissantes.
- L'opérateur doit s'assurer que toutes les activités sont effectuées à au moins 30 m de tous cours d'eau (sauf si le superviseur ou le gestionnaire de la conservation des ressources donne l'autorisation de s'en approcher davantage).
- Éviter en tout temps de faire fonctionner les moteurs au ralenti.
- Faire absolument attention à ce que la machinerie n'endommage pas la végétation environnante.
- Pour accéder au site et y circuler, n'emprunter que les zones perturbées, les chemins et les sentiers existants qui figurent sur les plans du projet afin de réduire le compactage du sol et d'endommager le moins possible les ressources culturelles in situ et la végétation.

Autres :

- Le spécialiste en évaluation environnementale de l'unité est tenu informé du calendrier des travaux et de tout changement qui y est apporté en tout temps.
- Les travaux sont suspendus en cas de pluie abondante.
- Pour ce qui est des projets approuvés, Parcs Canada doit être immédiatement informé de la découverte de toutes ressources culturelles, archéologiques ou historiques, et il ne faut pas toucher à ces ressources avant la tenue d'une évaluation archéologique de la nature et de l'importance de ces ressources.
- Les travaux d'excavation doivent entraîner le moins de changements possibles à la topographie naturelle.
- Les matériaux de construction doivent être montés ou empilés sur les chemins, dans une zone déjà dérangée ou dans une autre zone très résiliente.

**** FIN DE LA SECTION ****

Annexe C

Carte montrant l'emplacement de la ligne d'alimentation



Annexe D

Attestation et preuve de conformité aux exigences en matière de santé et sécurité au travail (SST)

Les entrepreneurs devront remplir ce formulaire à la satisfaction de Parcs Canada pour avoir accès aux lieux de travail.

Instructions

L'entrepreneur principal doit signer ce formulaire pour tous les travaux à effectuer dans les lieux de travail de Parcs Canada.

C'est le gestionnaire de projet qui doit faire remplir ce formulaire par l'entrepreneur principal, APRÈS l'attribution du contrat.

Parcs Canada considère que les textes législatifs fédéraux régissant la santé et la sécurité au travail lui imposent certaines responsabilités en tant que propriétaire de lieux de travail. Pour être en mesure d'assumer ces responsabilités, Parcs Canada met en œuvre un régime de sécurité à l'intention des entrepreneurs qui exécutent des travaux sur ses lieux de travail, afin qu'ils assument bien les rôles et les responsabilités qui leur incombent en vertu de la partie II du Code canadien du travail et du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.

Autorité responsable/chef de projet de Parcs Canada	Adresse	Coordonnées
Gestionnaire de projet/autorité contractante (supprimer la mention inutile)		
Entrepreneur principal		
Sous-traitant(s) (ajouter des lignes au besoin)		

Lieux des travaux

Description générale des travaux à exécuter

Répondre par « Oui » aux énoncés qui s'appliquent à la situation.

	Une réunion a été organisée pour discuter des risques et de l'accès au lieu de travail; tous les risques connus et prévisibles ont été signalés à l'entrepreneur et à ses sous-traitants.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants respecteront tous les textes législatifs fédéraux et provinciaux/territoriaux, ainsi que les politiques et procédures de Parcs Canada qui s'appliquent L'entrepreneur et ses sous-traitants respecteront tous les textes législatifs fédéraux et provinciaux/territoriaux, ainsi que les politiques et procédures de Parcs Canada qui s'appliquent à la Santé et sécurité au travail.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants fourniront tous les matériels, équipements, dispositifs et vêtements de sécurité exigés.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent bien tous les matériels, équipements, dispositifs et vêtements de sécurité exigés, et qu'ils les utilisent en tout temps.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs activités ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des employés de Parcs Canada.
	L'entrepreneur/le sous-traitant a inspecté le chantier et a effectué une évaluation des risques; il a mis en place un plan de santé et sécurité qu'il a porté à la connaissance de ses employés avant le début des travaux.
	Lorsque l'entrepreneur ou un sous-traitant entreposera, manipulera ou utilisera des substances dangereuses sur le lieu de travail, il placera des panneaux d'avertissement aux points d'accès afin d'avertir les personnes concernées de la présence de ces substances et de leur communiquer les précautions à prendre pour éviter ou limiter les risques de blessure ou d'accident mortel.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent toutes les procédures d'urgence en vigueur dans le lieu de travail.

Je soussigné, _____ (entrepreneur), atteste que j'ai lu, que je comprend et que je respecterai, ainsi que mon entreprise, mes employés et tous mes sous-traitants, les exigences exposées dans le présent document et les conditions du contrat.

Nom _____ Signature _____

Date _____